

Rizière dans le village
de Nalma (Népal).

A woman wearing a pink turban and a blue cardigan over an orange patterned dress is smiling while harvesting rice in a lush green field. She is holding a bundle of rice stalks. The background shows a vast, green rice paddy field under a clear sky.

**Priorités
en matière
d'Aide pour le
commerce**



19

Priorités en matière d'Aide pour le commerce pour les pays partenaires

26

Priorités en matière d'Aide pour le commerce pour les donateurs

34

Effet de la pandémie de COVID-19 sur les priorités en matière d'Aide pour le commerce

44

Importance croissante de l'Aide pour le commerce

Priorités en matière d'Aide pour le commerce en période de pandémie de COVID-19

Le commerce est une priorité de développement pour

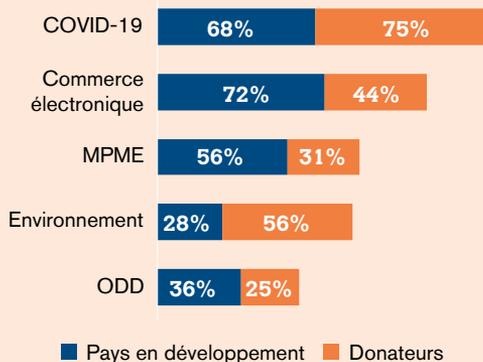


94%

des pays en développement et

86%

des donateurs



Stratégies liées spécifiquement à la pandémie adoptées par



49%

des pays en développement et

44%

des donateurs

D'autres facteurs ont entraîné une évolution des stratégies

Commerce électronique et numérique



72%

des pays en développement et

44%

des donateurs

MPME



56%

des pays en développement et

31%

des donateurs

Durabilité environnementale



28%

des pays en développement et

56%

des donateurs

Priorités en matière d'Aide pour le commerce en 2022

Pays partenaires



57%

Facilitation des échanges

55%

Diversification des exportations

45%

Croissance et développement des MPME

41%

Connexion aux chaînes de valeur

41%

Développement du commerce électronique

Donateurs



50%

Renforcement de la capacité de production

46%

Croissance et développement des MPME

43%

Facilitation des échanges

43%

Autonomisation économique des femmes

36%

Intégration régionale



L'Aide pour le commerce est désormais plus importante pour

72% des pays en développement

L'un des principaux objectifs de l'exercice conjoint OCDE-OMC de suivi et d'évaluation de l'Aide pour le commerce de 2022 est d'interroger les parties prenantes sur leurs priorités en matière d'Aide pour le commerce. Les résultats de l'exercice suivi et d'évaluation de 2022 montrent que l'Initiative Aide pour le commerce reste nécessaire. Dans l'enquête, plus de 70% des pays en développement et des pays les moins avancés (PMA) ont affirmé que l'Aide pour le commerce avait pris de l'importance depuis 2019, principalement en raison de l'incidence économique et commerciale de la pandémie de COVID-19.

La pandémie a accentué bon nombre des difficultés que rencontrent les pays en développement et les PMA en matière de commerce et de développement. Si l'incidence économique de la pandémie a entraîné de nombreux changements en ce qui concerne les priorités en matière d'Aide pour le commerce, les donateurs et les bénéficiaires reconnaissent aussi l'importance de l'Aide pour le commerce pour résoudre les difficultés découlant de la transformation numérique, répondre aux besoins des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) et relever le défi de la transition vers une croissance écologiquement durable.

La facilitation de la circulation transfrontières des marchandises (facilitation des échanges) reste la priorité la plus fréquemment citée en matière d'Aide pour le commerce, et les partenaires et les donateurs s'accordent sur son importance. Conformément au souhait de favoriser la coopération régionale, les parties prenantes sont déterminées à continuer de mener des projets et des programmes communs.

Même si certaines des priorités en matière d'Aide pour le commerce pourraient être exprimées au moyen d'objectifs plus facilement mesurables dans les stratégies de développement, y compris dans le domaine de l'autonomisation économique des femmes, il apparaît clairement que l'Initiative Aide pour le commerce joue un rôle important dans la réduction de la fragmentation de l'aide et l'amélioration de la cohérence des politiques,



Le projet communautaire mené en Papouasie-Nouvelle-Guinée aide les femmes qui travaillent dans la pêche de subsistance en leur octroyant des prêts, en leur dispensant des formations, en leur offrant des mentorats et en leur donnant accès aux marchés pour les aider à développer des entreprises durables et formelles.

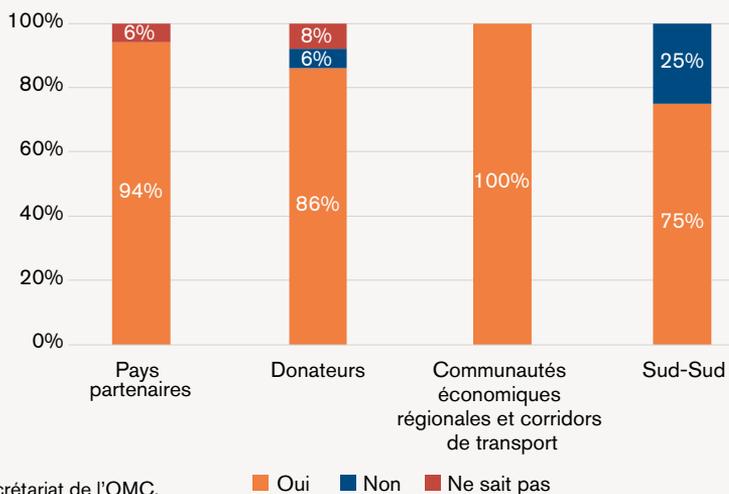
en particulier pour ce qui est de relever les défis urgents que représentent la durabilité environnementale et les changements climatiques.

Malgré la pandémie de COVID-19, les réponses au questionnaire montrent que le commerce reste une priorité pour le développement. Des objectifs commerciaux figuraient dans la quasi-totalité des stratégies de développement mentionnées, 50 des 53 pays en développement (soit 94%) ayant indiqué que leur stratégie de développement incluait des priorités commerciales (voir la figure 1).

Dans leurs réponses, 25 des 27 PMA (soit 93%) ont indiqué que des priorités commerciales figuraient dans leurs stratégies de développement ; c'était le cas de l'intégralité des pays en développement sans littoral (PDSL).

Traiter les questions commerciales est également une priorité dans les stratégies de développement des donateurs et des partenaires Sud-Sud. D'après les réponses au questionnaire, les stratégies de développement de 31 des 36 donateurs (86%) incluait des priorités commerciales (c'est-à-dire des priorités

Figure 1 : Les stratégies de développement nationales incluent-elles des priorités commerciales ?



concernant l'Aide pour le commerce) ; c'était aussi le cas pour trois des quatre partenaires Sud-Sud (75%).

Dans les réponses au questionnaire, la priorité est donnée au commerce de diverses manières :

- le commerce comme moteur de l'intégration dans l'économie mondiale, avec l'agriculture et la pêche comme secteurs prioritaires (Guinée équatoriale) ;
- la promotion d'une croissance inclusive, durable et à l'épreuve des changements climatiques ainsi que d'un commerce équitable (Union européenne) ;
- le commerce comme moteur essentiel de la croissance durable des exportations et de la création d'emplois (Lesotho) ;
- le développement des industries culturelles et créatives (Union économique et monétaire ouest-africaine) ;
- la promotion d'une croissance de qualité inclusive, durable et résiliente (Japon) ;
- le commerce comme outil pour promouvoir l'autonomisation économique des femmes (Canada, République démocratique du Congo).

Sur la base des réponses au questionnaire, le présent chapitre présente une analyse des

tendances générales dans les priorités en matière d'Aide pour le commerce et donne des exemples fondés sur les renseignements fournis par les participants qui ont répondu au questionnaire. Les résultats de l'exercice de suivi et d'évaluation ont été divisés en différentes sections, comme suit :

- priorités en matière d'Aide pour le commerce pour les pays partenaires ;
- priorités en matière d'Aide pour le commerce pour les donateurs ;
- incidence de la pandémie de COVID-19 sur les priorités en matière d'Aide pour le commerce ;
- importance croissante de l'Aide pour le commerce.

Le présent chapitre comprend aussi des études de cas fondées sur des travaux menés par les organisations suivantes :

- TradeMark East Africa (TMEA) : facilitation des échanges en Afrique de l'Est en réponse à la pandémie de COVID-19 ;
- Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) : facilitation des politiques commerciales aux frontières en tenant compte des questions de genre.

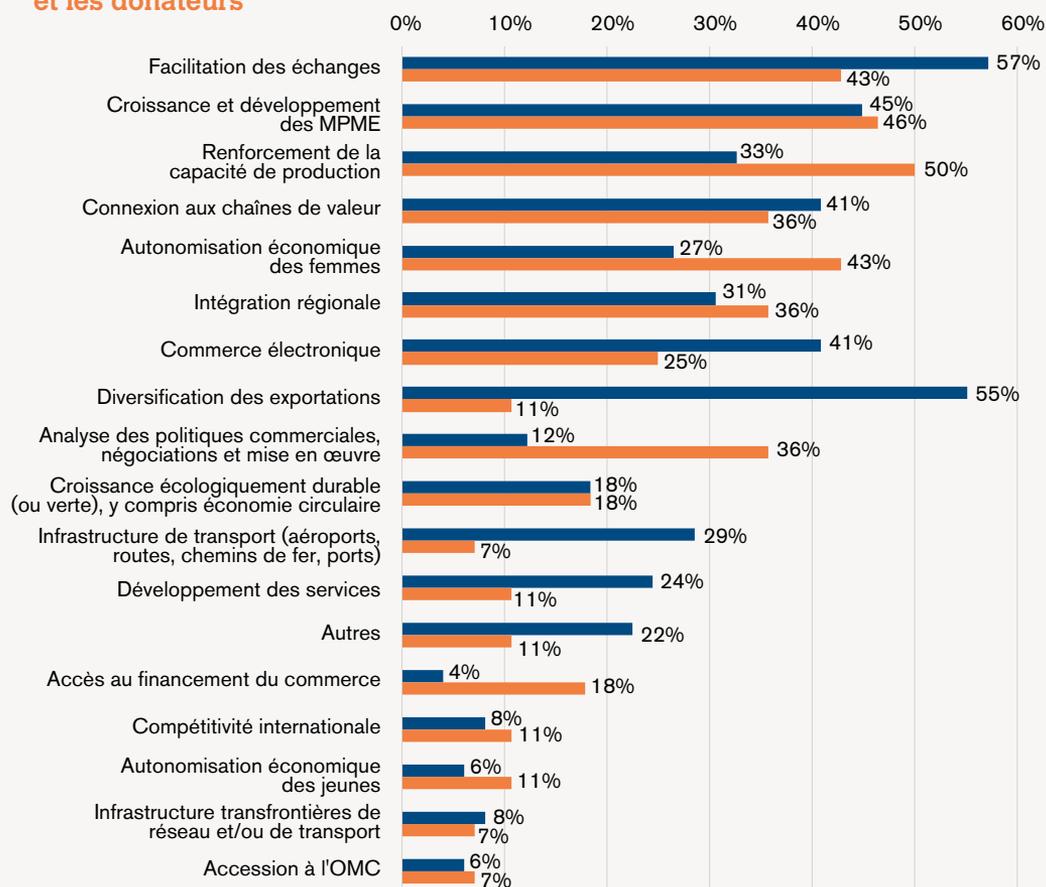
Priorités en matière d'Aide pour le commerce pour les pays partenaires

Il était demandé, dans le questionnaire, de classer par ordre d'importance les cinq principales priorités en matière d'Aide pour le commerce. Les réponses ont été compilées et sont présentées dans la figure 2, qui inclut les priorités les plus fréquemment mentionnées par les pays partenaires, avec les classements correspondants pour les donateurs.

- facilitation des échanges ;
- diversification des exportations ;
- croissance et développement des MPME ;
- connexion aux chaînes de valeur ;
- développement du commerce électronique.

Les sections suivantes examinent chacune des priorités en matière d'Aide pour le commerce,

Figure 2 : Priorités en matière d'Aide pour le commerce le plus fréquemment mentionnées dans le questionnaire par les pays en développement partenaires et les donateurs



Source : Secrétariat de l'OMC.

■ Priorités des partenaires ■ Priorités des donateurs

les questions relatives aux MPME et au commerce électronique étant étudiées dans la section concernant l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur les priorités en matière d'Aide pour le commerce.

Facilitation des échanges

Dans les réponses au questionnaire fournies par les pays partenaires, la priorité la plus souvent mentionnée est la facilitation des échanges. Cette première place dans le classement reflète très probablement l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur la circulation transfrontières des marchandises.¹

De nombreux gouvernements dans le monde ont pris des mesures pour limiter la propagation du virus, y compris les suivantes :

- fermeture temporaire de certaines frontières ;
- réacheminement du commerce de transit vers des points de contrôle à la frontière spécifiques ;
- mesures sanitaires pour protéger la santé des agents présents aux frontières ;
- réduction des effectifs et des heures de travail.

La facilitation des échanges a été un thème majeur lors de l'événement concernant l'Aide pour le commerce organisé en mars 2021, dans le cadre duquel les conséquences de la pandémie de COVID-19 sur le commerce et le développement dans les pays en développement ont été examinées.² La numérisation des procédures douanières, la coordination de la gestion des frontières et l'amélioration de la transparence ont été citées par les participants comme des aspects essentiels pour atténuer l'incidence de la pandémie sur le commerce et gérer la forte augmentation du nombre de petits colis associée au commerce électronique.

Les participants à l'événement concernant l'Aide pour le commerce ont aussi examiné la vulnérabilité des PDSL aux effets des restrictions transfrontières et des fermetures de frontières mises en œuvre par les pays de transit (voir l'encadré 1). Ces questions sont souvent mentionnées dans les réponses au questionnaire de l'exercice de suivi et d'évaluation 2022 (voir le tableau 1 pour plus de détails).

Tableau 1 : Priorités en matière d'Aide pour le commerce pour les pays partenaires – Facilitation des échanges

Régions	Réponses au questionnaire
Afrique	
Mali	Renforcement du guichet unique et de son interconnexion avec les autres organismes à la frontière impliqués (douanes, impôts, assurances, banques, départements de l'agriculture et de l'industrie, services vétérinaires, par exemple)
Mozambique	L'Aide pour le commerce est nécessaire pour mettre en œuvre l'AFE
Zambie	Le renforcement de la facilitation des échanges est une priorité dans la politique commerciale nationale
Asie et Pacifique	
Fidji	La politique commerciale nationale aborde la question de la facilitation des échanges
Pakistan	L'Aide pour le commerce est nécessaire pour mettre en œuvre l'AFE
Papouasie-Nouvelle-Guinée	La facilitation des échanges est une priorité dans la stratégie de développement et la politique commerciale
Amérique latine et Caraïbes	
Grenade	L'Aide pour le commerce est plus importante en raison de la nécessité de mettre en œuvre les mesures relatives à l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges pour améliorer la transparence et réduire les délais de dédouanement dans les ports
Sainte-Lucie	Création d'un guichet unique visant à réduire les coûts et les inefficacités dans le domaine portuaire

Encadré 1

Priorités en matière d'Aide pour le commerce pour les pays en développement sans littoral

Pour les PDSL, le commerce doit transiter par d'autres pays, qui sont souvent eux mêmes des pays en développement. Cela implique des coûts plus élevés qui, associés à des procédures aux frontières fréquentes et laborieuses et à une infrastructure de transport inadaptée, ralentissent le développement et accentuent d'autres difficultés. Selon les estimations de l'OMC pour 2017, les coûts du commerce auxquels sont confrontés les PDSL dans le cas des produits manufacturés correspondent en moyenne à un droit de 540% et sont environ 1,4 fois supérieurs aux coûts du commerce des pays en développement côtiers (correspondant en moyenne à un droit de 386%) (OMC, 2021a).

La pandémie de COVID-19 a aggravé les vulnérabilités qui existaient déjà dans les PDSL. Les chocs importants de l'offre et la demande ont créé des goulets d'étranglement dans la chaîne d'approvisionnement des porte-conteneurs, ce qui a entraîné une pénurie de conteneurs vides. Étant donné que les PDSL dépendent des ports des pays voisins pour accéder aux marchés mondiaux, ils ont connu des perturbations majeures dans les chaînes d'approvisionnement.

Le besoin de réduire les goulets d'étranglement qui entravent le commerce des PDSL met en exergue l'importance de la facilitation des échanges. La facilitation des échanges non seulement réduit les coûts élevés du commerce et du transport auxquels ces pays sont confrontés, mais elle simplifie aussi les procédures et rationalise la circulation des marchandises.

Au total, 12 PDSL ont répondu au questionnaire. Neuf d'entre eux ont désigné la facilitation des échanges comme étant leur priorité absolue en matière de commerce, suivie de la diversification des exportations et du renforcement des capacités de production.

Les PDSL considèrent aussi que l'Aide pour le commerce est devenue plus importante pour eux qu'avant l'arrivée de la pandémie de COVID-19. Environ 75% des pays interrogés considèrent que l'Aide pour le commerce est un mécanisme qui peut aider les gouvernements à mettre en œuvre l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges (AFE), qui est entré en vigueur en février 2017. La mise en œuvre de l'AFE améliorerait par voie de conséquence leur intégration dans les chaînes de valeur mondiales (CVM) et accroîtrait les possibilités d'accès aux marchés internationaux.

Diversification des exportations

La diversification des exportations est une priorité essentielle pour de nombreux pays en développement car ils cherchent à élargir la gamme de marchandises et de services qu'ils

produisent et exportent, ainsi que le nombre de marchés qu'ils atteignent. Vingt-sept parties interrogées ont affirmé que la diversification économique était une priorité dans les stratégies de développement nationales ou régionales (voir le tableau 2 pour plus détails).

Tableau 2 : Priorités en matière d'Aide pour le commerce pour les pays partenaires – Diversification des exportations

Régions	Réponses au questionnaire
Afrique	
Burkina Faso	Stratégie de promotion des produits locaux (développement durable du secteur du beurre de karité, par exemple)
Guinée équatoriale	Donne la priorité aux secteurs de l'agriculture et de la pêche dans la stratégie de diversification des exportations
Mali	Développement des chaînes de valeur du karité, de la mangue, du sésame, de la noix de cajou, de la pomme de terre, de l'échalote/oignon, des cuirs et des peaux
République démocratique du Congo	Donne la priorité aux secteurs à fort potentiel de croissance (industries extractives, industrie des hydrocarbures et métallurgie) et à ceux à fort potentiel d'emploi (sylviculture, cultures vivrières et de rapport, agro-industrie)
Amérique latine et Caraïbes	
Sainte-Lucie	Objectifs numériques annuels pour les croisières et les arrivées dans les aéroports afin d'augmenter les dépenses touristiques et la qualité des expériences



Inspection des cargaisons au poste frontière de Wagah entre l'Inde et le Pakistan.

Connexion aux chaînes de valeur

La promotion de la compétitivité internationale, le renforcement des capacités de production et la connexion aux chaînes de valeur figurent aussi parmi les principales priorités en matière d'Aide pour le commerce des pays en développement et des donateurs. Cela se reflète particulièrement dans les réponses données par les PMA et les

PDSL. La Guinée équatoriale, Madagascar, le Mali, le Népal, les Philippines et la Zambie mentionnent tous ces priorités en matière d'Aide pour le commerce dans le contexte de la promotion de l'industrialisation ou des stratégies industrielles nationales (voir le tableau 3 pour plus de détails).

Dans sa réponse, le Togo affirme qu'il est convaincu qu'en vue de son développement économique l'agriculture, l'industrie et le commerce doivent devenir de véritables moteurs de la croissance grâce à une meilleure connexion aux chaînes de valeur régionales et mondiales. À cette fin, des industries extractives et de transformation doivent être établies pour obtenir des matières premières locales.

Les chaînes de valeur mondiales (CVM) sont un moteur important de la prospérité économique et de la réduction de la pauvreté. Néanmoins, la pandémie de COVID-19 a durement affecté le fonctionnement des CVM (voir l'encadré 2). Les goulets d'étranglement des chaînes d'approvisionnement en mer et sur terre ont eu des effets de ricochet.

Les engorgements concernant le transport dans l'arrière-pays, les ports surchargés et le manque de personnel portuaire, de camions, de châssis

et d'espace d'entreposage ont bloqué une grande partie des capacités d'expédition.

La situation critique des chaînes d'approvisionnement et les réponses qui y ont été apportées ont exacerbé les tensions existantes dans les réseaux de transport et de logistique, et les préoccupations concernant les répercussions sur la concurrence vont croissantes. La structure concentrée des

entreprises dans le secteur du transport maritime mondial, l'expansion des transporteurs maritimes dans des services allant au-delà des activités de port à port et le traitement spécial accordé à certains clients (à travers des contrats à long terme, avec des créneaux horaires garantis et des tarifs fixes, par exemple), figurent parmi les préoccupations soulevées lors du Forum de l'OMC sur les chaînes d'approvisionnement mondiales, qui s'est tenu le 21 mars 2022.³

Encadré 2

Chaînes de valeur mondiales et répercussions sur le commerce et la réduction de la pauvreté dans les pays en développement

Un rapport de la Banque mondiale publié en 2022 a analysé les répercussions de l'évolution des CVM sur le commerce et la réduction de la pauvreté dans les pays en développement (Brenton *et al.*, 2022). Il ressort du rapport que même si la participation aux CVM augmente la vulnérabilité des exportateurs aux chocs externes, elle réduit aussi leur exposition aux chocs intérieurs.

Il en ressort aussi que les pays d'Asie de l'Est qui sont profondément intégrés dans les CVM se sont relevés plus rapidement, notamment ceux dont les partenaires commerciaux se relevaient aussi rapidement et dont les taux d'infection à la COVID-19 étaient plus faibles. Les CVM performantes ont été une source de résilience plus que de vulnérabilité pour les pays en développement. En revanche, les pays et les régions qui sont moins intégrés dans l'économie mondiale sont restés à la traîne, et de nombreux pays à faible revenu et à revenu intermédiaire ne devraient pas retrouver leur niveau de PIB par habitant de 2019 avant 2023.

La Banque mondiale fait valoir que l'intégration dans le système commercial mondial aide à renforcer la résilience. La diversification des exportations, l'amélioration de l'accès aux marchés étrangers au moyen de nouveaux accords commerciaux et la poursuite de l'intégration dans les CVM peuvent renforcer la résilience face aux chocs futurs.

Les mesures visant à réduire les obstacles au commerce, à simplifier les procédures commerciales et à faciliter le commerce aux frontières aident à faire face à une crise en accélérant la circulation, la mainlevée et le dédouanement des marchandises, y compris les marchandises en transit, et en permettant l'échange de services, ouvrant ainsi la voie à une plus grande résilience face aux chocs futurs. Ces mesures favorisent l'intégration dans les CVM, augmentent les revenus et pourraient sortir près de 22 millions de personnes supplémentaires de la pauvreté d'ici à 2030. Elles pourraient aussi augmenter les revenus des 40% les plus pauvres de la population.



AVIS D'EXPERT

Tourisme : de la crise à la transformation

Sandra Carvão, Directrice du Département de l'analyse du marché et de la compétitivité, Organisation mondiale du tourisme (OMT)

L'année 2020 entrera dans l'histoire comme l'année où la planète a été paralysée. En tant que secteur reposant sur la mobilité et l'interaction entre les personnes, le tourisme a été l'un des secteurs les plus touchés par la pandémie. En 2020, le nombre de touristes internationaux est retombé aux niveaux enregistrés il y a 30 ans, et les entreprises et les moyens de subsistance ont été gravement affectés dans le monde entier. Cela a été particulièrement difficile pour les pays en développement, en particulier les petits États insulaires en développement, ainsi que pour les femmes et les jeunes, pour qui le tourisme est une source importante d'emplois et de revenus.

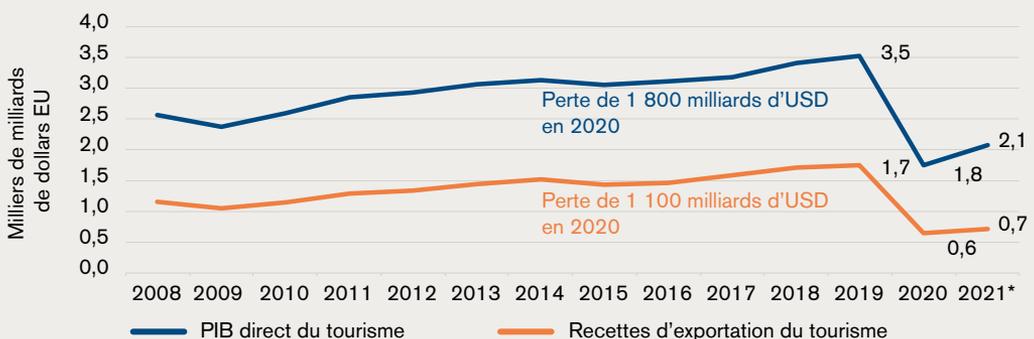
En 2019, 1,5 milliard de personnes ont effectué des voyages internationaux et les recettes d'exportation du tourisme se sont élevées à 1 700 milliards de dollars EU, soit 7% des exportations totales de marchandises et de services. La contribution économique directe du tourisme a atteint 3 500 milliards de dollars EU, soit 4% du PIB mondial (OMT, 2021). Alors que nous achevons deux années marquées par une crise sans précédent, la contribution économique directe du tourisme reste

en recul, s'établissant à 2 100 milliards de dollars EU en 2021, tout comme la valeur totale des exportations de services touristiques (713 milliards de dollars EU).

Néanmoins, bien que l'équité en matière de vaccins reste un défi, les progrès accomplis dans le domaine de la vaccination, associés à une meilleure coordination entre les gouvernements, ont permis d'assouplir considérablement les restrictions relatives aux voyages* et de renforcer la confiance des consommateurs. La dernière édition du *Baromètre du tourisme mondial* montre que le tourisme international reprend à un rythme soutenu (OMT, 2022).

Au premier trimestre de 2022, les arrivées ont augmenté de 182% en glissement annuel pour atteindre 117 millions, selon les estimations. Malgré la forte reprise, le tourisme international est resté à un niveau inférieur de 61% aux niveaux de 2019. La reprise devrait se consolider tout au long de l'année 2022, à mesure que plus de destinations assouplissent les restrictions et que la demande accumulée est libérée. Étant donné que les résultats

Produit intérieur brut direct du tourisme et recettes d'exportation du tourisme dans le monde, 2008-2021

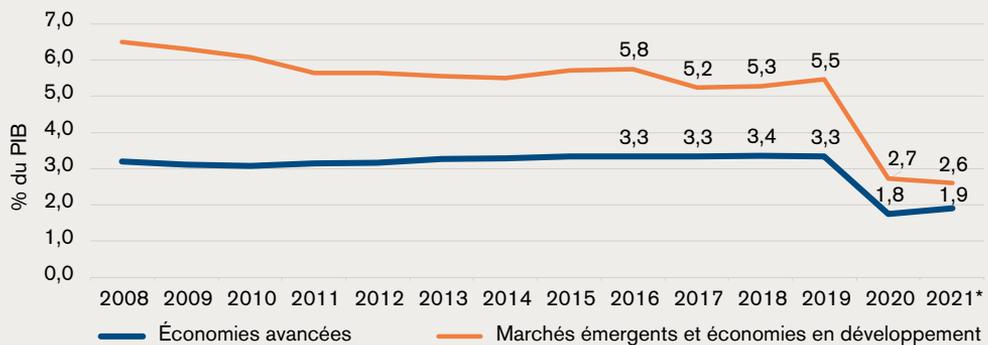


* Données estimées pour 2021.

Source : OMT.

* À la mi-juin, 49 pays dans le monde avaient supprimé toutes les restrictions en matière de voyages liées à la COVID-19 (voir <https://www.unwto.org/tourism-data/unwto-iata-destination-tracker-easy-travel>).

PIB direct du tourisme, économies avancées par rapport aux marchés émergents et aux économies en développement, 2008-2021



* Données estimées pour 2021.

Source : OMT.

et les tendances des réservations sont meilleures que prévu, l'OMT a revu ses perspectives à la hausse pour 2022 : on s'attend désormais à ce que les arrivées internationales représentent entre 55 et 70% des niveaux de 2019 cette année.

Avant la crise, les pays les moins avancés (PMA) avaient reçu 36 millions de touristes internationaux. En 2021, ce chiffre s'élevait à 5 millions. Bien qu'au niveau mondial le tourisme international se soit redressé à -61% au premier trimestre de 2022, les arrivées dans les PMA s'établissaient encore à -79%, ce qui témoigne de la nécessité d'accélérer l'élimination des restrictions en matière de voyages et d'aider les pays à revenir avec plus de vigueur et de compétitivité. Cela signifie qu'il faut renforcer la réglementation, la gouvernance, les compétences, l'accès aux marchés, la numérisation et l'infrastructure relatifs au tourisme dans les PMA pour garantir que ces pays bénéficient pleinement de la reprise du tourisme et accélèrent la transformation.

Le conflit en Ukraine a jusqu'ici eu des conséquences directes limitées sur les résultats globaux. Néanmoins, il cause un choc économique majeur qui entraîne l'augmentation des prix du pétrole et de l'inflation déjà élevés et perturbe les chaînes d'approvisionnement internationales, avec des coûts de transport et d'hébergement plus élevés. L'inflation et les pénuries de main-d'œuvre sont des problèmes grandissants.

Tandis que la reprise se consolide, il est essentiel que le secteur du tourisme saisisse l'occasion que représente cette crise pour accélérer la transformation en vue d'un avenir fondé sur la compétitivité, l'inclusion, la durabilité et une gouvernance solide intégrant les enseignements tirés de la pandémie :

- **Compétitivité** : investir dans de nouveaux produits et expériences qui répondent à l'évolution des besoins des voyageurs, y compris des expériences en lien avec la nature et l'engagement communautaire, soutenir la numérisation du secteur, notamment pour les petites et moyennes entreprises, promouvoir les politiques du ciel ouvert et de facilitation de l'obtention des visas ainsi que le financement des infrastructures, principalement dans le domaine de la connectivité, y compris la connectivité numérique.
- **Inclusion** : s'efforcer de renforcer l'autonomisation des femmes et l'inclusion des communautés locales dans le développement du tourisme et d'améliorer les conditions de travail, lutter contre le secteur informel et développer l'éducation et les compétences.
- **Durabilité** : accélérer l'action climatique dans le secteur du tourisme grâce à des mesures vigoureuses et par un engagement de réduction de moitié des émissions au cours de la prochaine décennie et d'émissions nettes nulles dès que possible avant 2050. Investir dans les systèmes de mesure, de décarbonation et de régénération.
- **Gouvernance** : promouvoir, à l'échelle de l'ensemble du gouvernement, une approche en matière de développement et de gestion du tourisme fondée sur la coordination nationale et nationale-locale, renforcer les partenariats public-privé et l'autonomisation des communautés pour créer un modèle de partenariat public-privé-communautés, et mettre en place de nouveaux mécanismes de coordination multilatérale pour améliorer la compétitivité et la durabilité du tourisme tout en renforçant la préparation aux crises.

Tableau 3 : Priorités en matière d'Aide pour le commerce pour les pays partenaires – Connexion aux chaînes de valeur

Régions et donateurs	Réponses au questionnaire
Afrique	
Mali	Les secteurs agropastoraux, y compris ceux du coton, des cuirs et peaux, de la viande, du lait et de la mangue, ont besoin de soutien pour intégrer les chaînes de valeur mondiales
Ouganda	Les priorités comprennent le développement des chaînes de valeur
Togo	Le développement économique dépend de la libéralisation qui fera de l'agriculture, de l'industrie et du commerce de véritables moteurs de la croissance grâce à une meilleure connexion aux chaînes de valeur régionales et mondiales; pour ce faire, il faudra établir des industries extractives et de transformation pour les matières premières locales
Asie et Pacifique	
Fidji	Les priorités comprennent la connexion aux chaînes de valeur
Pakistan	Les priorités comprennent l'intégration dans les chaînes de valeur mondiales
Amérique latine et Caraïbes	
Colombie	Toujours la nécessité de diversifier les exportations, associée à et de nouvelles difficultés dans les chaînes de valeur
Donateurs	
Union économique et monétaire ouest-africaine	L'UEMOA souligne la nécessité d'utiliser l'Aide pour le commerce pour soutenir le développement des chaînes de valeur régionales

Priorités en matière d'Aide pour le commerce pour les donateurs

Les résultats présentés dans la figure 1 montrent que, pour les donateurs, les cinq grandes priorités en matière d'Aide pour le commerce sont les suivantes :

- renforcement des capacités de production ;
- croissance et développement des MPME ;
- facilitation des échanges ;
- autonomisation économique des femmes ;
- intégration régionale.

Les sections ci après examinent chacune des priorités en matière d'Aide pour le commerce ; le renforcement des capacités de production et des MPME est examiné dans la section sur la pandémie de COVID-19 en tant que principal moteur du changement.

Facilitation des échanges

L'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEOMA) a insisté sur l'incidence de la COVID-19 sur les petits commerçants pratiquant le commerce transfrontières.

Parmi les perturbations causées par la COVID-19, on peut mentionner :

- la baisse de la demande ;
- les difficultés d'accès aux points de vente ;
- les difficultés d'approvisionnement ;
- la pénurie d'intrants et de produits.

Les perturbations ont quant à elles réduit la rentabilité des activités commerciales et ont eu

des conséquences directes sur les revenus et les conditions de vie des commerçants. Selon l'étude, en réponse, les commerçants ont dû diversifier leurs sources de revenus et adopter le paiement numérique.

Dans sa réponse au questionnaire, la Banque interaméricaine de développement (BID) souligne que presque tous les pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont répondu à la pandémie de COVID-19 en mettant en œuvre des mesures de facilitation des échanges qui accélèrent la numérisation en mettant l'accent sur les aspects suivants :

- la simplification des procédures commerciales ;
- l'adaptation des systèmes d'exportation pour recevoir les renseignements et les documents par voie électronique ;
- la mise en place d'inspections des marchandises virtuelles et à distance ;
- le développement d'audits virtuels du commerce extérieur.

De manière générale, la pandémie a donné une impulsion aux initiatives de transformation numérique déjà en cours et a éveillé l'intérêt des pays qui n'avaient pas encore envisagé de les utiliser (voir le tableau 4 pour plus de détails). Parmi les initiatives qui ont pris de l'ampleur, selon la BID, on peut mentionner :

- la traçabilité à distance des marchandises et des véhicules au moyen de la technologie ;
- la stimulation des interactions avec le secteur privé ;
- les initiatives visant à améliorer la gestion des flux de commerce électronique ;
- les nouvelles technologies d'analyse des données (par exemple les analyses avancées, l'apprentissage automatique et les mégadonnées) ;
- l'utilisation de la technologie de la chaîne de blocs aux fins de la traçabilité.

L'Union européenne indique dans le questionnaire qu'ARISE Plus Indonésie, son mécanisme et programme d'appui au commerce, s'est révélé opportun pendant la pandémie de COVID-19. L'environnement sûr et confidentiel établi dans ce cadre a été utile lorsqu'il est devenu plus difficile, voire impossible, de tenir des réunions ou des consultations en présentiel. Une interface électronique a été établie pour que les conseils d'entreprises, les associations professionnelles et les chambres de commerce de l'ASEAN puissent dialoguer avec les organes et les membres pertinents de l'ASEAN au sujet de la facilitation des échanges, de l'intégration économique régionale et du commerce intra-ASEAN.

Tableau 4 : Priorités en matière d'Aide pour le commerce pour les donateurs – Facilitation des échanges

Donateurs	Réponses au questionnaire
Australie	Le Programme régional de facilitation des échanges en Asie du Sud (SARTFP) soutient le développement des échanges et le commerce inclusif, l'investissement dans l'infrastructure, la connectivité et l'intégration dans la région de l'Asie du Sud
Banque asiatique de développement	Élaboration de notes d'orientation sur la facilitation des échanges, les vaccins et les médicaments essentiels, et les guichets uniques nationaux Les publications comprennent un recueil de notes techniques sur la facilitation des échanges et un ensemble d'outils pour les MPME Un centre de ressources a été créé pour coordonner les connaissances sur la facilitation des échanges
Banque mondiale	La facilitation des échanges est une priorité en matière d'Aide pour le commerce
Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	La mise en œuvre de l'AFE considérée comme une priorité importante

Étude de cas

TMEA : La facilitation des échanges en Afrique de l'Est en réponse à la pandémie de COVID-19

Préoccupés par le recul potentiel des échanges en Afrique de l'Est et les pertes en résultant pour les emplois et les exportations en raison de la pandémie de COVID-19, de nombreux gouvernements de la région se sont efforcés d'assurer la sécurité des échanges commerciaux le long des principaux corridors de transport pour faire en sorte :

- que les populations aient accès à des marchandises à un prix abordable ;
- que les marchés soient bien approvisionnés ;
- que les commerçants puissent continuer à exercer leur activité malgré les restrictions de déplacement et les pertes de revenus.

TradeMark East Africa (TMEA) a établi un dispositif d'urgence pour un commerce sûr doté de 32 millions de dollars EU pour faire en sorte que les échanges se poursuivent en toute sécurité tout en protégeant les moyens de subsistance, en apportant un soutien aux gouvernements pour qu'ils puissent prendre les mesures sanitaires essentielles sur les routes de transport et de commerce.

Les mesures relatives à la distanciation physique et aux tests applicables aux travailleurs du secteur des transports transfrontières ont ralenti le dédouanement des marchandises aux frontières. Pour y faire face, TMEA a travaillé sur 3 grandes questions :

- faire en sorte que les ports, les frontières et les chaînes d'approvisionnement essentielles soient sûrs pour le commerce ;
- distribuer des équipements de protection individuelle d'urgence ;
- encourager les interventions technologiques pour le commerce.

Dans le cadre des interventions technologiques pour le commerce, TMEA a aidé 113 000 chauffeurs à s'enregistrer auprès du Système régional de suivi électronique des cargaisons et des conducteurs, lancé par la Communauté d'Afrique de l'Est. Environ 70% des chauffeurs enregistrés disposaient d'au moins un certificat COVID-19 numérique sur une application mobile.

Les certificats numériques ont aidé à fluidifier la circulation aux points de passage des frontières, qui étaient auparavant bloqués par des files d'attente causées par les longs délais d'attente

des résultats des tests de dépistage de la COVID-19. Cette intervention technologique pour le commerce a fait partie d'une série de mesures prises pour faire en sorte que les marchandises continuent de circuler tout en réduisant le risque de transmission transfrontières de la COVID-19.

Source : Voir https://www.trademarkea.com/wp-content/uploads/dlm_uploads/2014/01/Safe-Trade-Report-2020-2021.pdf.



Colonne de camions attendant au poste frontière de Kabanga entre le Burundi et la Tanzanie.

Autonomisation économique des femmes

En ce qui concerne l'autonomisation économique des femmes, les réponses au questionnaire ont été variées (voir le tableau 5 pour plus de détails) et mentionnaient entre autres les besoins suivants :

- donner la priorité à l'inclusion qui tient compte de toutes les communautés, mais en particulier des segments les plus vulnérables de la population, comme les peuples autochtones et les femmes (Mexique) ;
- intégrer les perspectives de genre dans la facilitation des échanges (Allemagne, Australie, Canada, États-Unis, Royaume-Uni, Union européenne) ;
- promouvoir la sensibilisation des agents des douanes aux questions de genre (Allemagne).

Dans leurs réponses au questionnaire, le Canada et le Royaume-Uni mentionnent l'Alliance mondiale pour la facilitation des échanges, un partenariat



Vendeurs de fruits sur la route entre Ouagadougou et Manga (Burkina Faso).

Tableau 5 : Priorités en matière d'aide pour le commerce – Autonomisation économique des femmes

Régions et donateurs	Réponses au questionnaire
Afrique	
République démocratique du Congo	L'autonomisation économique des femmes est une priorité
Amérique latine et Caraïbes	
Mexique	La priorité est donnée à l'inclusion qui tient compte de toutes les communautés, en particulier les plus exposées, ainsi que des segments les plus vulnérables de la population (les peuples autochtones et les femmes)
Donateurs	
Agence des États-Unis pour le développement international	Mettre en œuvre les politiques en tenant compte des questions de genre La neutralité du point de vue du genre peut donner lieu à un parti pris involontaire contre les femmes
Allemagne	Soutient la facilitation des échanges à la frontière de Mwami Mchinji entre le Malawi et la Zambie dans le cadre d'un projet qui contribue à sensibiliser les agents des douanes aux questions de genre
Banque mondiale	Bien que les mesures de facilitation des échanges soient souvent considérées comme non discriminatoires et s'appliquent à tous les commerçants dans leur conception, les mesures pourraient affecter les commerçants ou leur profiter de différentes manières
Canada	Le soutien inscrit dans le contexte de la « politique étrangère féministe »

public-privé qui aide les gouvernements des pays en développement et des PMA à mettre en œuvre l'AFE, et évoquent son guide sur la mise en œuvre de l'AFE du point de vue de l'égalité hommes-femmes.

Une étude publiée en 2020 et financée par l'USAID examine l'autonomisation économique des femmes et l'égalité hommes-femmes en termes de facilitation des échanges (voir l'étude de cas de l'USAID). Parmi les recommandations formulées dans l'étude figure la mise en œuvre de politiques tenant compte des questions de genre (Singh *et al.*, 2020). L'étude souligne que la neutralité du point de vue du genre peut donner lieu à un parti pris involontaire contre les femmes. Ce point est également souligné dans la réponse au questionnaire donnée par la Banque mondiale, qui rappelle que les mesures

de facilitation des échanges sont souvent supposées non discriminatoires et s'appliquent à tous les commerçants dans leur conception. Néanmoins, il se peut que ces mesures n'entraînent pas les mêmes effets ou avantages pour tous les commerçants.

Il y a un manque de données au niveau mondial sur la manière dont les interventions pour la facilitation des échanges affectent les commerçants en fonction de leur genre au niveau des entreprises. Il y a également un manque de renseignements sur la proportion effective de commerçants transfrontières qui sont des femmes. Peu de pays savent combien de femmes pratiquent le commerce transfrontières.

Des commerçantes transfrontières attendent au poste frontière de Rubavu, entre la République démocratique du Congo et le Rwanda.



Étude de cas

USAID : Faciliter les politiques commerciales aux frontières en tenant compte des questions d'égalité hommes-femmes

Le rapport de 2020 de l'USAID, intitulé *Women's Economic Empowerment and Gender Equality in Trade Facilitation : The Role of Customs and Border Services* (Autonomisation économique des femmes et égalité des genres dans le cadre de la facilitation des échanges : le rôle des douanes et des services à la frontière), présente des recommandations sur la mise en œuvre des politiques de facilitation des échanges aux frontières en tenant compte des questions d'égalité hommes-femmes.

Avant même d'être confrontées aux autorités douanières, les femmes se heurtent à un nombre impressionnant d'obstacles entravant la création et la croissance de leurs entreprises :

- accès inégal aux services financiers ;
- coûts plus élevés pour leurs marchandises et services car leur activité est de plus petite taille et l'accès aux réseaux de distribution est inégal ;
- manque d'accès aux renseignements sur la législation, la commercialisation, les technologies de l'information et le commerce.

En raison de la charge disproportionnée qui pèse sur les femmes dans la prise en charge des enfants et des personnes âgées, malades et handicapées de leur famille, elles subissent des contraintes que les hommes ne connaissent pas. Les petites commerçantes sont aussi touchées par de faibles taux d'alphabétisation dus à une scolarisation insuffisante, ainsi qu'à un manque de compétences entrepreneuriales. Elles ont tendance à avoir un accès limité au capital, à l'influence sociale et politique et à la représentation. Elles exercent leurs activités dans des environnements dominés par les hommes, où elles ont peu de pouvoir en comparaison avec les fonctionnaires des douanes et les agents à la frontières masculins.

Dans le cadre de leurs activités, les fonctionnaires des douanes ont parfois beaucoup de contacts directs avec les commerçantes, en particulier dans les cas où l'automatisation n'existe pas ou est limitée. Dans ces cas, le comportement individuel peut considérablement influencer sur la facilité ou la difficulté éprouvée par les commerçantes, notamment les petites commerçantes transfrontières. Même lorsque les processus douaniers sont automatisés et que l'interaction personnelle avec les organismes est minime (et se fait principalement à travers des courtiers en douane et des juristes), les commerçantes peuvent se heurter à d'autres obstacles, qui vont de l'accès inégal à l'information, aux réseaux et au capital, aux normes sociales qui favorisent le leadership masculin.

Les politiques de facilitation des échanges et les mesures de mise en œuvre doivent prendre en compte et soutenir les besoins des femmes, y compris de celles qui pratiquent le microcommerce transfrontières et autre. Une mise en œuvre neutre du point de vue du genre n'est pas suffisante. Les progrès réalisés pour soutenir les besoins et les expériences des commerçantes deviennent plus durables lorsqu'ils sont réalisés dans le cadre de cultures et de processus organisationnels (c'est-à-dire des architectures institutionnelles) qui sont conçus pour prendre en compte et faire progresser l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes. Dans ce contexte, les autorités douanières peuvent et devraient créer des environnements de travail à la fois plus diversifiés (qui renforcent la confiance et la légitimité institutionnelle en reflétant les populations qu'elles servent) et plus favorables pour les commerçantes (en réduisant la corruption et le harcèlement sexuel).

Source : Texte adapté de Singh *et al.* (2020).

Intégration régionale

Une priorité en matière d'Aide pour le commerce qui se dégage de l'exercice de suivi et d'évaluation, pour les pays partenaires comme pour les donateurs, est l'intégration régionale (voir le tableau 6 pour plus de détails).

Afrique

Plusieurs pays africains ont désigné la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) comme étant un moteur du changement dans leurs priorités en matière d'Aide pour le commerce. Par exemple, le Mali souligne que pour pouvoir participer au commerce continental dans le cadre de la ZLECAf, il doit renforcer la compétitivité de ses entreprises et éliminer les obstacles au commerce. Il doit aussi encourager ses entreprises à innover et à investir davantage dans de nouvelles techniques de production modernes, ainsi que promouvoir les échanges de produits à forte valeur ajoutée.

En outre, divers donateurs soulignent leur soutien à la mise en œuvre de la ZLECAf dans leurs réponses au questionnaire, par exemple :

- l'Union européenne soutient la mise en œuvre de la ZLECAf dans le cadre de l'initiative de l'Équipe Europe et de l'outil de suivi de la programmation conjointe ;⁵
- le Centre du commerce international soutient l'inclusion des questions d'égalité hommes-femmes dans le cadre du projet SheTrades intitulé « Autonomiser les femmes dans la ZLECAf » ;⁶
- le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) soutient une ZLECAf inclusive à travers des programmes d'action spécifiques en faveur des MPME (en particulier celles qui sont dirigées par des femmes et des jeunes) ;⁷
- le Royaume-Uni soutient les négociations relatives à la ZLECAf et la mise en œuvre de celles-ci grâce à un ensemble de mesures pouvant représenter jusqu'à 35 millions de livres sterling.⁸

Région du Pacifique

Le soutien à la mise en œuvre de l'Accord du Pacifique pour le renforcement des relations économiques Plus (PACER-Plus) est mis en avant dans la réponse de l'Australie au questionnaire. L'Australie souligne que l'accord offre un nouveau cadre pour le dialogue sur les politiques et la prise de décisions concernant les priorités en matière d'Aide pour le commerce et fait référence à l'Unité de mise en œuvre⁹, établie pour contribuer à la mise en œuvre du PACER-Plus et organiser des activités d'Aide pour le commerce régionales dans le cadre du nouveau Programme de travail pour le développement et la coopération économique au titre du PACER-Plus.

Région arabe

Dans sa réponse au questionnaire, la Société internationale islamique de financement du commerce mentionne les approches régionales concernant l'Aide pour le commerce et la reprise après la COVID-19. La phase 2 du Programme AfTIAS (Initiative Aide pour le commerce pour les États arabes) vise à accroître le commerce intrarégional à travers :

- l'élimination des obstacles à l'accès aux marchés ;
- la consolidation du rôle des États arabes dans les CVM ;
- la garantie que les avantages du commerce sont partagés de manière plus inclusive par l'ensemble des catégories de population, et notamment par les catégories vulnérables comme les femmes et les jeunes.

Asie

Dans sa réponse au questionnaire, la Banque asiatique de développement (BAfD) affirme que l'un des enseignements de la pandémie de COVID-19 est la nécessité d'élargir, d'approfondir et d'ouvrir la coopération et l'intégration régionales. Elle indique des possibilités de coopération et d'intégration régionales concernant de nouveaux sujets clés qui soutiennent l'objectif de relance inclusive, durable et résiliente (BAfD, 2022). La BAfD plaide pour que la coopération et l'intégration

régionales soient étendues à de nouveaux domaines émergents, notamment :

- la mise en place d'une connectivité régionale de grande qualité qui soit résiliente et contribue à une transition vers des émissions nettes nulles, y compris pour les chemins de fer et les ports, et d'une infrastructure commerciale utilisant de l'énergie propre ;
- la facilitation des échanges et un financement pour rendre les chaînes d'approvisionnement plus résilientes ;
- un commerce des services reposant sur les TIC, la numérisation et le commerce électronique ;
- une croissance écologiquement durable.



Un commerçant présente fièrement ses épices sur un marché en Tanzanie.

Tableau 6 : Priorité en matière d'Aide pour le commerce – Intégration régionale

Régions et donateurs	Réponses au questionnaire
Afrique	
Madagascar	Renforcer l'intégration régionale avec la ZLECAf, le Marché commun de l'Afrique orientale et australe et la Communauté de développement de l'Afrique australe
Mali	Pour participer à la ZLECAf, la compétitivité des entreprises doit être améliorée et les obstacles au commerce doivent être éliminés Les entreprises doivent innover, investir davantage dans de nouvelles techniques de production modernes et promouvoir les échanges de produits à forte valeur ajoutée
Donateurs	
Australie	Le PACER-Plus offre un nouveau cadre pour le dialogue politique et la prise de décisions concernant les priorités en matière d'Aide pour le commerce Création d'une Unité de mise en œuvre pour mettre en œuvre le Programme de travail pour le développement et la coopération économique au titre du PACER-Plus, dotée d'un budget de 25 millions d'AUD (2021-2025) Une stratégie régionale d'Aide pour le commerce pour le Pacifique, coordonnée par le Secrétariat du Forum des îles du Pacifique, et une évaluation des besoins dans le cadre du PACER-Plus menée en 2021 contribuèrent à éclairer et à définir l'approche et les activités régionales de l'Australie au titre de l'Aide pour le commerce
Canada	Encourage les flux commerciaux de marchandises et de services intra-africains respectueux de l'environnement en menant des évaluations environnementales stratégiques pour examiner les potentiels points d'entrée et les possibilités pour les considérations relatives aux changements climatiques
Société internationale islamique de financement du commerce	La phase 2 de l'AFIAS vise à accroître le commerce intrarégional à travers : <ul style="list-style-type: none"> ▪ l'élimination des obstacles à l'accès aux marchés ▪ la consolidation du rôle des États arabes dans les CVM ▪ la garantie que les avantages du commerce sont partagés de manière plus inclusive par l'ensemble de la population, et notamment par les catégories vulnérables comme les femmes et les jeunes

Effet de la pandémie de COVID-19 sur les priorités en matière d'Aide pour le commerce

L'impact économique de la pandémie de COVID-19 est le principal facteur de changement dans les priorités en matière d'Aide pour le commerce. Près de la moitié des réponses au questionnaire font état de changements opérés dans les priorités depuis la réalisation de la dernière enquête en 2019 – l'année qui a

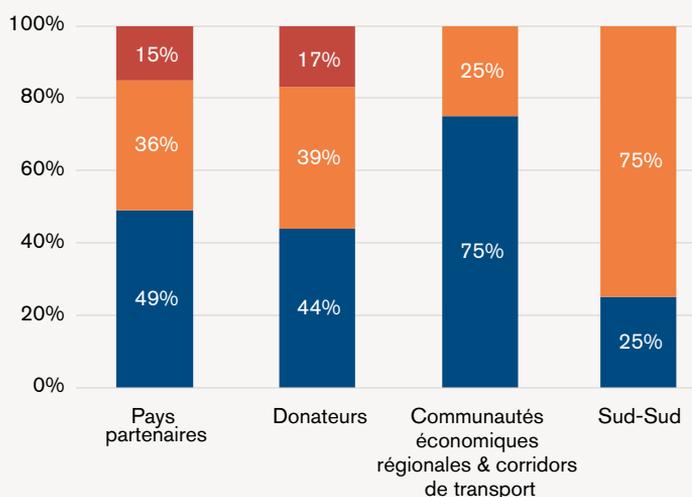
« L'impact économique de la pandémie de COVID-19 est le principal facteur de changement dans les priorités en matière d'Aide pour le commerce. »

précédé la pandémie de COVID-19. Ce sont les pays en développement qui enregistrent le taux le plus élevé de changement: dans 26 de leurs 53 réponses (49%), ces pays ont rapporté que leurs priorités en matière d'Aide pour le commerce avaient évolué; on observe la même tendance du côté des donateurs, dans 16 de leurs 36 réponses (44%) (voir la figure 3).

Comme le montre la figure 4, les quatre principaux facteurs de changement dans les stratégies de développement des pays en développement partenaires et donateurs sont les suivants :

- l'impact de la pandémie de COVID-19 sur l'économie et le commerce ;
- le développement du commerce électronique (et la transformation numérique) ;
- les objectifs en matière de croissance et de développement des MPME ; et
- la croissance écologiquement durable (ou verte), y compris l'économie circulaire.

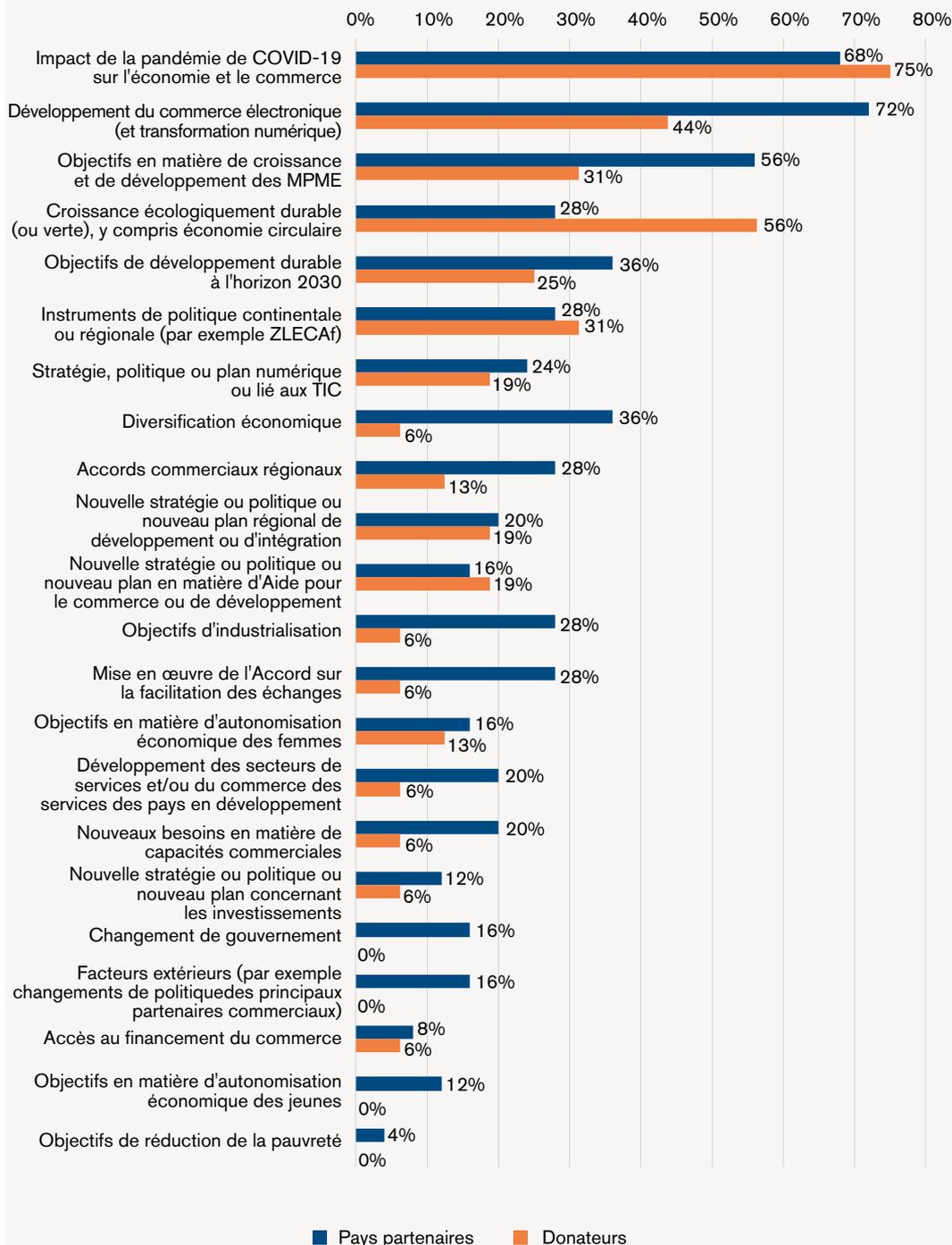
Figure 3 : Changement des priorités en matière d'Aide pour le commerce



Source : Secrétariat de l'OMC.

■ Oui ■ Non ■ Ne sait pas

Figure 4 : Facteurs de changement dans les priorités en matière d'Aide pour le commerce indiqués par les pays en développement partenaires et donateurs



Source : Secrétariat de l'OMC.

Impact de la pandémie de COVID-19 sur l'économie et le commerce

De nombreuses réponses au questionnaire font référence à des stratégies adoptées pour soutenir la reprise économique face à la pandémie de COVID-19 : 39 pays en développement (74%) ont mis en avant les stratégies spécifiques qu'ils avaient déployées pour faire face aux incidences économiques et commerciales de la pandémie.

Maurice mentionne les mesures adoptées par l'État, la Banque de Maurice et d'autres organismes du secteur public pour atténuer les effets de la pandémie sur l'économie et la population. Sainte-Lucie souligne que la stratégie de développement à moyen terme a été modifiée pour faire face à la pandémie et que les ressources ont été réaffectées pour répondre aux difficultés en matière de santé et de sécurité et à d'autres problèmes émergents. Sainte-Lucie indique également qu'il est nécessaire de mobiliser les donateurs pour refinancer les dettes existantes et obtenir des financements supplémentaires pour répondre aux besoins immédiats. La pandémie de COVID-19 a également fortement touché les PMA (voir l'encadré 3).

La réponse au questionnaire fournie par la BID indique que l'Amérique latine et les Caraïbes ont été confrontées à la crise socioéconomique la plus grave depuis la création de la Banque, il y a 61 ans. La région se trouve actuellement dans une situation critique en raison de la pandémie de COVID-19. Les faiblesses

structurelles de longue date et les récentes catastrophes naturelles ont creusé les écarts de développement déjà existants.

En 2020, le PIB a diminué de 7,4% en Amérique latine et dans les Caraïbes, ce qui représente la plus forte baisse enregistrée depuis 1821, et l'emploi total a reculé de 10%. Il a été estimé que 44 millions de personnes de la région étaient tombées dans la pauvreté et que 52 millions de personnes étaient sorties de la classe moyenne. La plupart des pays ne retrouveront pas leur niveau de PIB d'avant la pandémie avant 2023 ou leur niveau de revenu réel par habitant avant 2025. La BID relève en outre que l'élément le plus préoccupant pour la région est le niveau croissant de la dette publique.

La pandémie de COVID-19 a entraîné une augmentation rapide de la dette souveraine dans la plupart des régions, les gouvernements ayant cherché à amortir son impact. Selon les estimations de l'OMC, la dette publique moyenne a augmenté d'environ 9 points de pourcentage du PIB dans les pays à revenu faible et à revenu moyen au cours de la première année de la pandémie, contre une progression moyenne de 1,9 point de pourcentage durant la décennie qui l'a précédée.

La pandémie de COVID-19 a eu des effets délétères similaires sur les perspectives de croissance et de développement d'autres régions. Selon la Banque africaine de développement, elle a entraîné la première récession en Afrique depuis 50 ans ; le PIB s'est ainsi contracté de 2,1% en 2020, 38,7 millions de personnes supplémentaires ont basculé dans l'extrême pauvreté et les déficits budgétaires ont doublé pour passer à 8,4% du PIB (BAfD, 2021).



La pandémie de COVID-19 a entraîné la fermeture d'écoles et d'entreprises à Madagascar.

Encadré 3

Impact de la pandémie de COVID-19 sur l'économie et le commerce des PMA

La capacité des PMA à se relever de la pandémie actuelle est fortement compromise par les difficultés auxquelles ils sont confrontés dans le domaine du commerce. Leurs résultats commerciaux sont pénalisés par plusieurs facteurs, dont les suivants :

- la faiblesse des capacités productives et institutionnelles ;
- l'étroitesse de la base d'exportation et le nombre limité de marchés de destination ;
- l'aggravation du déficit commercial ;
- la vulnérabilité à la forte volatilité des prix des produits primaires ; et
- la baisse de la demande et les contractions économiques mondiales dues à la pandémie de COVID-19.

Exportations de services

Les PMA représentaient 1,15% du commerce mondial en 2020, et 1,14% en 2021. Au deuxième trimestre de 2020, lorsque l'impact de la COVID-19 s'est fait ressentir, les exportations de marchandises des PMA ont reculé de 30% en glissement annuel, par rapport à une baisse de 21% au niveau mondial. En valeur, les exportations de marchandises des PMA se sont contractées de près de 12% en 2020, par rapport au repli d'à peine plus de 7% enregistré au niveau mondial. Les exportations de services de voyage des PMA ont chuté de 88% en glissement annuel au deuxième trimestre de 2020 du fait des restrictions de voyage et des confinements.

Services exports

Les exportations de services des PMA ont été très durement touchées par la COVID-19. En 2020, elles ont reculé de 40%, soit plus du double du repli enregistré par les exportations de services mondiales. La COVID-19 met en évidence le fait qu'il est nécessaire que les PMA renforcent leurs capacités du côté de l'offre pour les services afin de diversifier leurs économies.

Programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2022-2031

Le Programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2022-2031* des Nations Unies reconnaît ce qui suit :

« En dépit de l'expansion massive des échanges commerciaux et des investissements observée ces dernières décennies, les pays les moins avancés se heurtent à des défis considérables pour s'intégrer de manière effective dans les systèmes commerciaux mondiaux et tirer parti des possibilités offertes par le commerce international et les chaînes de valeur mondiales. »

L'un des objectifs du Programme est d'accroître notablement l'appui apporté aux PMA au titre de l'initiative Aide pour le commerce, les montants alloués à celle-ci devant doubler, selon les prévisions, d'ici à 2031 par rapport aux montants comptabilisés en 2018.

Source : OMC (2022).

* Voir document de l'ONU A/76/L.47.

Les économies africaines les plus durement touchées par la pandémie ont été celles qui dépendaient du tourisme. Ces économies ont connu une contraction de 11,5% de l'activité économique en 2020, alors que les économies exportatrices de pétrole ont enregistré un recul de 1,5% du PIB (BAfD, 2021).

Au niveau sectoriel, le tourisme a été l'un des secteurs qui a le plus souffert de la pandémie. L'arrêt du tourisme provoqué par la pandémie a entraîné de graves récessions dans les économies qui dépendaient de ce secteur, y compris en Asie. Dans sa réponse au questionnaire, le Samoa souligne que les secteurs du tourisme et des services hôteliers connaissent une grave pénurie de travail en raison de la COVID-19.

Saint-Vincent-et-les-Grenadines indique que, en raison de sa forte dépendance à l'égard des services (en particulier du tourisme) comme source de revenus et d'emplois, l'impact de la COVID-19 a porté un coup dur à l'économie du pays. La contribution au revenu du seul secteur

des voyages et du tourisme est passée de 41,7% du PIB à 16,4% du PIB seulement, et de 44,8% à 38,2% de l'emploi total, dont une grande part dans le secteur informel.

Toutefois, les réponses au questionnaire ne mentionnent aucune tentative de réduire la dépendance à l'égard de ce secteur. Ainsi, le Samoa note que sa direction nationale du tourisme a besoin d'assistance technique et de renforcement des capacités pour former davantage de cadres et de superviseurs dans l'industrie du tourisme, afin d'être à même de tirer profit de la reprise du secteur. De même, Sainte-Lucie, tout en soulignant l'impact de la COVID-19 sur le secteur du tourisme, rappelle également ses projets visant à augmenter l'investissement et à renforcer les capacités dans le secteur grâce à de nouveaux ports et chambres d'hôtel.

Les stratégies pour favoriser la reprise économique après la pandémie de COVID-19 ont également occupé une place prépondérante dans les réponses des donateurs (voir le tableau 7 pour plus de détails).

Tableau 7 : Pandémie de COVID-19 : impact économique et commercial

Régions et donateurs	Réponses au questionnaire
Asie et Pacifique	
Samoa	Grave pénurie de travail dans les secteurs du tourisme et des services hôteliers en raison de la COVID-19
Amérique latine et Caraïbes	
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	Forte dépendance à l'égard des services (en particulier du tourisme) comme source de revenus et d'emplois, de sorte que l'impact de la COVID-19 a porté un coup dur à l'économie
Sainte-Lucie	Projets visant à augmenter l'investissement et à renforcer les capacités dans le secteur du tourisme grâce à de nouveaux ports et chambres d'hôtel
Donateurs	
Banque asiatique de développement	L'aide aux pays en développement Membres comprend un soutien à la vaccination et a dépassé les 20 milliards de dollars EU en septembre 2021
Banque islamique de développement	Ensemble de mesures visant à atténuer l'impact de la pandémie, d'une valeur de 4,6 milliards de dollars EU
États-Unis	Cadre mondial pour la réponse et la reprise face à la COVID-19, afin de mettre fin à pandémie à l'échelle mondiale
Union européenne	Aux côtés des États membres et des institutions financières européennes, l'UE a fourni plus de 46 milliards d'euros de financement dans le cadre de sa riposte mondiale à la COVID-19



Le secteur du tourisme du Vanuatu a été durement touché par la pandémie de COVID-19.

Développement du commerce électronique et transformation numérique

Le développement du commerce électronique et la transformation numérique constituent le facteur de changement dans les priorités en matière d'Aide pour le commerce le plus fréquemment mentionné par les pays en développement partenaires depuis 2019 (voir l'encadré 4). D'après les réponses au questionnaire, la priorité a été accordée à ce domaine suite à l'apparition de la COVID-19, ce qui (voir le tableau 8 pour plus détails) :

- a mis en évidence l'importance du commerce électronique (Mali) et de la numérisation de l'économie (République de Moldova, Philippines) ;

Encadré 4

Rôle du commerce électronique dans la relance des pays en développement

Selon une note d'orientation établie conjointement par la Banque mondiale et l'OMC, la numérisation crée de nouvelles possibilités commerciales en donnant accès à des marchés éloignés et étrangers aux entreprises de toutes tailles et en tout lieu, en abaissant les coûts du commerce et en diversifiant la gamme des produits et services pouvant être commercialisés.

Les nouvelles technologies ont pour effet de transformer le commerce international en alimentant le commerce numérique. Cela étant, il demeure difficile de créer des conditions favorables au commerce numérique. Les fondements du commerce numérique dépendent de l'existence d'infrastructures de télécommunications modernes, de conditions de l'activité économique propices et d'une population éduquée. En outre, le commerce numérique suppose des conditions favorables particulières telles que des compétences numériques et d'entrepreneuriat spécifiques pour participer au commerce numérique.

Les transactions transfrontières nécessitent des systèmes efficaces de paiement électronique. Un cadre réglementaire solide est également nécessaire pour renforcer la confiance envers les marchés numériques et offrir les outils nécessaires aux transactions à distance, y compris la gouvernance des données transfrontières, la réglementation des plates-formes, la protection des consommateurs en ligne et la signature des documents électroniques. En outre, les marchandises vendues dans le cadre du commerce électronique transfrontières supposent une facilitation efficace des échanges et une logistique adaptée aux livraisons du commerce en ligne. Des règles internationales claires et substantielles seraient bénéfiques au commerce numérique mondial.

Source : Texte adapté de la Banque mondiale et de l'OMC (2022).

Tableau 8 : Pandémie de COVID-19 : développement du commerce électronique et transformation numérique

Régions	Réponses au questionnaire
Afrique	
Madagascar	Les restrictions en matière de voyages imposées durant la pandémie ont entraîné le développement du commerce électronique
Mali	L'apparition de la COVID-19 a mis en évidence l'importance du commerce électronique
Togo	La Feuille de route pour 2020-2025 vise à rendre le pays plus attractif pour les investisseurs grâce des réformes destinées à numériser les services publics et à établir une infrastructure pour l'hébergement des données
Zambie	Élaboration d'une stratégie de commerce électronique
Asie et Pacifique	
Philippines	La pandémie a mis en évidence l'importance de la numérisation de l'économie
Europe	
République de Moldova	La pandémie a mis en évidence l'importance de la numérisation de l'économie

- a stimulé le développement du commerce électronique compte tenu des restrictions en matière de voyages imposées (Madagascar) ;
- a encouragé l'élaboration d'une stratégie de commerce électronique (Zambie) ; et
- a donné lieu à des réformes pour numériser les services publics (Togo).

Objectifs en matière de croissance et de développement des MPME

La croissance et le développement des MPME constituent également un facteur de changement dans les priorités en matière d'Aide pour le commerce mis en avant par certains pays dans le cadre de la pandémie de COVID-19. Les réponses au questionnaire comprennent les éléments suivants (voir le tableau 9 pour plus de détails) :

- améliorer les compétences en matière d'exportation et les résultats à l'exportation des MPME (Fidji, Pakistan, Sainte-Lucie, Sénégal) ;
- redynamiser le secteur des MPME ainsi que les capacités numériques et liées aux TIC afin de remédier aux conséquences négatives de la pandémie (Pakistan) ;
- renforcer les connaissances informatiques



Une entrepreneuse verse du métal en fusion dans des moules recouverts de terre pour fabriquer 120 à 130 marmites par jour, Kampala (Ouganda).

des propriétaires des MPME afin qu'ils puissent utiliser le matériel et les logiciels numériques et de commerce électronique efficacement (Samoa) ; et

- accorder la priorité aux MPME en tant qu'objectif des stratégies de développement actualisées (Gambie, Pérou, Togo).



OPINION D'EXPERT

Une Aide pour le commerce durable dans un monde confronté à des crises simultanées

Par Mona Haddad, Directrice mondiale du pôle Commerce, investissement et compétitivité, Banque mondiale

L'Examen global de l'Aide pour le commerce de cette année se déroule dans un contexte de crises mondiales simultanées. L'économie mondiale est confrontée à des situations d'urgence concomitantes, dont la pandémie de COVID-19 en cours, les perturbations des chaînes d'approvisionnement, les risques de stagflation liés à l'accélération de l'inflation et à la décélération de la croissance, le surendettement croissant dans les pays en développement, la persistance des défis liés au changement climatique et à la biodiversité et, de plus en plus, des situations de fragilité et de conflit. Les retombées du conflit en Ukraine se font sentir dans le monde entier, alors que la hausse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires affecte les segments de population les plus vulnérables (Banque mondiale, 2022).

Selon les estimations du Programme alimentaire mondial, 44 millions de personnes dans 38 pays sont menacées par la famine, tandis que 276 millions d'autres ont sombré dans l'insécurité alimentaire.* Les arguments en faveur d'un commerce des produits agricoles ouvert pourraient difficilement être plus convaincants.

Les dommages provoqués en Ukraine viendront inéluctablement alourdir la charge qui pèse sur les ressources des donateurs, déjà mises à rude épreuve par les mesures de soutien liées à la COVID-19. Le Groupe de la Banque mondiale a mobilisé 3 milliards de dollars EU pour soutenir l'Ukraine et prépare une augmentation du financement de 170 milliards de dollars EU pour aider ses pays clients à faire face aux crises qui se chevauchent.

Le défi sous-jacent des inégalités ne fait qu'accroître l'urgence qu'il y a à renforcer la coopération et la solidarité, y compris en matière de commerce. La pandémie a aggravé les inégalités en raison de l'accès limité aux vaccins pour les populations des pays pauvres et de l'incapacité des gouvernements de ces pays à

s'aligner sur le soutien budgétaire et monétaire déployé dans les économies avancées.

Il reste essentiel de répondre à la crise de la COVID-19.** La Banque mondiale s'est engagée à verser 11 milliards de dollars EU pour l'achat et la distribution de vaccins au cours du dernier exercice, en faveur de 81 pays. Nous avons fourni 204 milliards de dollars EU de soutien sur mesure à nos pays clients en 2020 et 2021, y compris pour la santé, l'éducation et la protection sociale, afin de remédier aux dommages causés au capital humain par la pandémie de COVID-19 dans les pays en développement à revenu faible ou intermédiaire.

Il est primordial de maintenir l'ouverture des marchés et de faciliter les échanges transfrontières pour atténuer les contraintes du côté de l'offre qui freinent la reprise, favorisent l'inflation et aggravent les inégalités. Malheureusement, certains pays font l'opposé dans leurs politiques – notamment avec des restrictions à l'exportation – qui peuvent amplifier les difficultés d'approvisionnement et l'inflation. D'après nos recherches, les restrictions à l'exportation ont à elles seules fait augmenter le prix du blé de sept points de pourcentage (Banque mondiale, 2022). Les mesures de ce type, qui risquent de déclencher une escalade des représailles susceptible d'engendrer une grave crise alimentaire, devraient être réexaminées de toute urgence.

La pandémie a mis en lumière le rôle que peuvent jouer les technologies numériques pour soutenir le développement économique et renforcer la résilience et la préparation aux crises. Le Groupe de la Banque mondiale intensifie sa collaboration avec les partenaires publics et privés pour aider les pays en développement à tirer pleinement parti du potentiel de la transformation numérique. Les Membres de l'OMC peuvent contribuer à ces efforts en se mettant d'accord sur des règles du commerce numérique qui suscitent un intérêt mondial, soutenues par l'Aide pour le commerce.

Enfin, le changement climatique reste un défi mondial majeur pour lequel les Membres de l'OMC sont appelés à élaborer une réponse commerciale de soutien. Le *Plan d'action sur le changement climatique 2021-2025* du Groupe de la Banque mondiale (Banque mondiale, 2021a) s'aligne sur l'Accord de Paris en renforçant les efforts visant à promouvoir la biodiversité, à améliorer l'accès aux sources d'énergie verte et à l'eau potable et à soutenir une transition vers une économie sobre en carbone qui soit juste et adaptée aux

circonstances de chaque pays. Nous avons fourni un financement record de 26 milliards de dollars EU en faveur du climat en 2021. Nous attendons avec intérêt de partager, dans le cadre de l'Examen global de l'Aide pour le commerce de cette année, les idées issues de nos travaux analytiques*** sur le rôle clé que peut jouer le commerce pour aider les pays à atteindre leurs objectifs d'émissions nettes nulles et à profiter des possibilités offertes par une transition vers un monde sobre en carbone.

* Voir <https://press.un.org/fr/2022/cs14894.doc.htm>.

** Voir www.banquemondiale.org/fr/who-we-are/news/coronavirus-covid19.

*** Voir Brenton et Chemutai (2021).

Les MPME représentent 95% de l'ensemble des entreprises et 60% de l'emploi total ; elles comptent pour 50% du PIB dans les pays développés et 35% dans les pays en développement.¹⁰ Des recherches donnent à penser que la pandémie a encore accentué la plus grande fragilité des MPME par rapport aux grandes entreprises, en raison de leur accès limité à l'infrastructure financière, physique et numérique et à l'information relative à la gestion des risques (OMC, 2021b).

Les recherches menées par le Centre du commerce international indiquent que les entreprises de plus petite taille ont moins bien résisté aux chocs économiques causés par la pandémie de COVID-19 que les entreprises de plus grande taille (ITC, 2021). Elles ont par ailleurs montré qu'au-delà de la taille, d'autres facteurs ont également eu une influence sur la résilience des entreprises. Les MPME qui ont fait preuve d'une grande capacité de résilience pendant la pandémie sont celles qui ont su appliquer un ensemble de principes commerciaux fondamentaux.

Tableau 9 : Pandémie de COVID-19 – Objectifs en matière de croissance et de développement des MPME

Régions	Réponses au questionnaire
Afrique	
Gambie	Priorité accordée aux MPME en tant qu'objectif des stratégies de développement
Togo	La contribution des MPME au développement et à la croissance est considérable et constitue un domaine prioritaire de l'Aide pour le commerce
Asie et Pacifique	
Pakistan	Volonté de redynamiser le secteur des MPME ainsi que les capacités numériques et liées aux TIC afin de remédier aux conséquences négatives de la pandémie
Samoa	Nécessité de renforcer les connaissances informatiques des propriétaires des MPME afin qu'ils puissent utiliser les logiciels et les matériels numériques et de commerce électronique efficacement
Amérique latine et Caraïbes	
Pérou	Priorité accordée aux MPME en tant qu'objectif dans les stratégies de développement

Croissance écologiquement durable (ou verte), y compris économie circulaire

La durabilité environnementale est le deuxième facteur de changement dans les priorités en matière d'Aide pour le commerce le plus fréquemment mentionné par les donateurs. La Banque mondiale est l'un des nombreux donateurs qui préconisent une approche visant à « reconstruire mieux » dans le cadre du soutien en faveur de la reprise après la COVID-19, sous la forme d'une stratégie de développement verte, résiliente et inclusive.

Les réponses au questionnaire laissent également transparaître que la durabilité environnementale est une priorité établie pour les pays en développement (voir le tableau 10 pour plus de détails). Cinquante et un gouvernements de pays en développement (96%) ayant répondu au questionnaire d'autoévaluation indiquent que le développement durable constitue une priorité dans le plan ou la stratégie de développement de leur pays.



Récolte de bananes encore sur pied au Bangladesh.

Tableau 10 : Pandémie de COVID-19 : Croissance écologiquement durable (ou verte), y compris économie circulaire

Régions	Réponses au questionnaire
Afrique	
Comores	Stratégie visant à favoriser un développement résilient au changement climatique et aux catastrophes, à tous les niveaux de développement
Zambie	Création du Ministère de l'économie verte et de l'environnement
Asie et Pacifique	
Bangladesh	La priorité est de surmonter les difficultés commerciales après la sortie de la catégorie des PMA
Fidji	Les petits États insulaires en développement traversent une crise existentielle en raison du changement climatique La stratégie de développement encourage le commerce de marchandises et de services environnementaux et favorise une économie circulaire
Vanuatu	De nombreux changements dans les priorités en matière d'Aide pour le commerce sont dus aux catastrophes naturelles et au changement climatique Les conséquences de plus en plus graves des cyclones, des sécheresses, des inondations, des éruptions volcaniques et de l'élévation du niveau de la mer ont gravement entravé les exportations de biens et de services vers les marchés étrangers Renforcement des capacités de production nationales en accordant une plus grande priorité au secteur agricole et aux MPME et en recentrant l'attention sur eux
Amérique latine et Caraïbes	
Colombie, Guatemala	La plus grande importance accordée à la durabilité, au respect des engagements environnementaux et au développement de l'économie circulaire est un facteur de changement dans les priorités en matière d'Aide pour le commerce

Importance croissante de l'Aide pour le commerce

L'Aide pour le commerce est devenue de plus en plus importante pour les pays partenaires et constitue désormais pour les donateurs un outil de premier plan pour promouvoir la cohérence des politiques. Les parties prenantes qui ont répondu au questionnaire en indiquant que l'Aide pour le commerce avait gagné en importance depuis 2019 comprenaient :

- 38 des 53 pays en développement partenaires (72%) ;
- 2 des 4 communautés régionales (Secrétariat du Forum des îles du Pacifique et UEMOA) ; et
- 1 partenaire Sud-Sud (Chine).

« L'Aide pour le commerce est devenue plus importante pour les bénéficiaires et constitue désormais pour les donateurs un outil de premier plan pour promouvoir la cohérence des politiques. »

Un agriculteur du Burkina Faso cultive des bananes, des choux, des laitues, des pommes de terre et des oignons.



En revanche, 26 des 36 donateurs (72%) ont estimé qu'il n'y avait eu aucun changement depuis 2019 au niveau de l'importance de l'Initiative Aide pour le commerce.

Dans leurs réponses au questionnaire, la plupart des pays en développement partenaires mettent en avant les répercussions économiques et commerciales de la pandémie de COVID-19 pour expliquer l'importance croissante de l'Aide pour le commerce, en donnant notamment les exemples suivants (voir le tableau 11 pour plus de détails) :

- la nécessité de renforcer l'Aide pour le commerce pour augmenter les budgets nationaux, suite à l'impact budgétaire négatif de la COVID-19 (Lesotho, Pakistan) ;
- les restrictions budgétaires résultant de la pandémie de COVID-19, qui ont nécessité un renforcement de la coopération internationale pour certains projets de commerce extérieur (Pérou) ;
- les effets défavorables de la COVID-19 qui ont touché les PMA de manière disproportionnée (Zambie) ;
- l'importance accrue de l'Aide pour le commerce dans le cadre de la lutte contre les effets du réchauffement de la planète et du changement climatique (Zambie) et des conséquences des catastrophes naturelles (Saint-Vincent-et-les-Grenadines) ;
- la nécessité d'accroître l'Aide pour le commerce après un conflit, pour reconstruire les infrastructures et les capacités de production et soutenir les segments vulnérables de la population, en particulier les femmes et les jeunes (Yémen) ;
- la nécessité de maintenir l'Aide pour le commerce en vue de la mise en œuvre de mesures découlant de l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges (Grenade, Mozambique) ;
- le besoin de l'Aide pour le commerce pour mettre en œuvre l'Accord portant création de la ZLECAf (Gambie, Mali) ;



Des agriculteurs éthiopiens trient des tomates avant leur mise sur le marché.

- le besoin général de l'Aide pour le commerce pour soutenir la réalisation des objectifs de politique générale (par exemple, faire des Comores un pays émergent d'ici à 2030, soutenir les efforts déployés par l'Ouganda pour devenir une économie orientée vers l'exportation tout en poursuivant sa diversification économique et aider le Vanuatu à s'adapter à un environnement commercial national et international qui évolue rapidement).

Plusieurs donateurs partagent ces points de vue. L'Aide pour le commerce reste un élément fondamental de la réponse de l'Australie à la COVID-19 dans le domaine du développement, dans le cadre de la politique de reprise économique de la région indo-pacifique.

De la même manière, la Nouvelle-Zélande souligne que si la pandémie de COVID-19 a fait croître les besoins en matière d'Aide pour le commerce, les financements alloués n'ont pas augmenté, de sorte que fondamentalement, la demande a connu une hausse mais le soutien est resté le même.

Plusieurs donateurs mettent en avant le potentiel que représente l'Aide pour le commerce pour réduire la fragmentation de l'aide et la rendre

plus cohérente. Ils indiquent dans les réponses au questionnaire que les buts de leurs stratégies étaient notamment les suivants (voir le tableau 11 pour plus de détails) :

- accroître l'effet de levier de l'Aide pour le commerce pour une mise en œuvre mieux éclairée et coordonnée (Union européenne) ;
- utiliser l'Aide pour le commerce pour assurer une plus grande cohérence dans les efforts déployés par les donateurs et pour permettre une plus grande efficacité opérationnelle en ce qui concerne la promotion d'une croissance inclusive (Canada) ;
- utiliser les programmes d'Aide pour le commerce pour éliminer les obstacles au commerce au niveau international et permettre aux pays en développement d'accéder aux marchés (Royaume-Uni).

Dans leur réponse au questionnaire, les États-Unis soulignent aussi que les liens fondamentaux entre questions commerciales et programmes de développement nécessitaient un niveau plus élevé d'intégration et de coordination intersectorielles. Les activités de renforcement des capacités liées au commerce des États-Unis sont axées sur la mise en œuvre des accords commerciaux, la facilitation des flux commerciaux et l'amélioration de la réactivité économique.

Les États-Unis ont également indiqué qu'ils tenaient compte de l'environnement en évolution, caractérisé par l'essor du commerce électronique, l'expansion du commerce des services et la fragmentation de la production dans de nombreux pays disposant de CVM intégrées. Ils prennent en compte d'autres facteurs qui évoluent, notamment les suivants :

- la tendance croissante au régionalisme ;
- le nombre croissant d'accords commerciaux internationaux ;
- la plus grande priorité accordée à l'environnement, au travail et à l'égalité hommes-femmes ; et
- le rôle plus important du secteur privé.

Tableau 11 : Pandémie de COVID-19 – Importance croissante de l'Aide pour le commerce

Régions et donateurs	Réponses au questionnaire
Afrique	
Lesotho	Nécessité de renforcer l'Aide pour le commerce pour augmenter les budgets nationaux, suite à l'impact budgétaire négatif de la COVID-19
Maurice	Plus grande importance de l'Aide pour le commerce après la pandémie
Zambie	Plus grande importance de l'Aide pour le commerce car la pandémie touche les PMA plus durement que d'autres pays Plus grande importance de l'Aide pour le commerce pour la gestion des effets du réchauffement de la planète et du changement climatique
Asie et Pacifique	
Pakistan	Nécessité de renforcer l'Aide pour le commerce pour augmenter les budgets nationaux, suite à l'impact budgétaire négatif de la COVID-19
Amérique latine et Caraïbes	
Pérou	Les restrictions budgétaires résultant de la pandémie ont nécessité un renforcement de la coopération internationale pour mener à bien des projets de commerce extérieur
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	Plus grande importance de l'Aide pour le commerce en raison de l'incidence des catastrophes naturelles sur l'économie (c'est-à-dire l'effet combiné de l'éruption volcanique de La Soufrière et d'un ouragan en 2021) Besoin de l'Aide pour le commerce pour reconstruire les infrastructures endommagées, reconstituer les capacités économiques, moderniser les secteurs des services et utiliser les infrastructures des TIC pour améliorer la compétitivité et faciliter le commerce
Moyen-Orient	
Yémen	Nécessité d'accroître l'Aide pour le commerce dans un contexte d'après conflit pour reconstruire les infrastructures et les capacités de production et soutenir les segments vulnérables de la population (femmes, jeunes) En raison du conflit, les infrastructures liées au commerce ont été endommagées ou détruites et les opérations commerciales normales ont été perturbées ; le soutien a été axé sur l'aide humanitaire
Donateurs	
Australie	L'Aide pour le commerce est un élément fondamental de la réponse à la COVID-19 dans le domaine du développement dans le cadre de la politique « Partnerships for Recovery » dans la région indo-pacifique
Canada	L'Aide pour le commerce a permis une plus grande cohérence dans les efforts déployés et une meilleure position pour une implication avec une plus grande efficacité opérationnelle dans la promotion d'une croissance inclusive
Nouvelle Zélande	La pandémie a accru les besoins en termes d'Aide pour le commerce Toutefois, le financement au titre de l'Aide pour le commerce n'a pas augmenté, de sorte que la demande a connu une hausse alors que le soutien est resté le même
Royaume-Uni	Les programmes d'Aide pour le commerce aident à éliminer les obstacles au commerce international et à permettre aux pays en développement d'accéder aux marchés

Régions et donateurs	Réponses au questionnaire
Union européenne	<p>La stratégie de 2017 visait à accroître l'effet de levier de l'Aide pour le commerce pour une mise en œuvre mieux éclairée et coordonnée, encore approfondie par l'approche « Team Europe ».</p> <p>Cette approche consistait à renforcer l'impact en tirant le meilleur parti des instruments dans les politiques extérieures de l'UE, en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ le plan d'investissement extérieur de l'UE ▪ les accords commerciaux (accords de partenariat économique, accords de libre-échange, accords de libre-échange approfondis et complets) ▪ les régimes commerciaux (systèmes généralisés de préférences, « Tout sauf les armes »)

Notes finales

1. Voir <https://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/getting-goods-across-borders-in-times-of-covid-19-972ada7a>.
2. Voir https://www.wto.org/french/tratop_f/devel_f/a4t_f/gr21_f/gr21_f.htm.
3. Voir https://www.wto.org/french/news_f/events_f/gscforum2022_f.htm.
4. Voir <https://ariseplus-indonesia.org/en>.
5. Voir <https://europa.eu/capacity4dev/tei-jp-tracker/tei/support-african-continental-free-trade-area>.
6. Voir <https://www.shetrades.com>.
7. Voir https://www.undp.org/africa/press-releases/afcfta-and-undp-announce-new-partnership-support-largest-trade-area-towards-inclusive-growth-africa?utm_source=EN&utm_medium=GSR&utm_content=US_UNDP_PaidSearch_Brand_English&utm_campaign=CENTRAL&c_src=CENTRAL&c_src2=GSR&gclid=EAlalQobChMIl5iYgv6a-AIV0o1oCR1t4AsDEAYASAAEgLv_D_BwE.
8. Voir <https://www.gov.uk/government/news/uk-backs-africas-ambitious-continental-free-trade-initiative>.
9. Voir <https://pacerplus.org>.
10. Voir https://www.wto.org/french/tratop_f/msmesandra_f/msmesday20_f.htm.